

fices accrus. Il serait facile de citer à ce sujet des chiffres officiels tout à fait significatifs.

Le grand capitalisme financier étend parallèlement son emprise sur les rouages mêmes de l'Etat. Fournier et de Boisanger sont nommés gouverneur et sous-gouverneur de la Banque de France. Le Crédit national (Baumgartner) est substitué à l'Etat pour le financement des grands travaux. De même le Crédit foncier, pour la distribution de secours d'Etat à certains propriétaires. Par contre, la Caisse de crédit aux départements et aux communes (organisme d'Etat) voit ses crédits fortement diminués et ne peut plus faire face que difficilement aux besoins des collectivités locales.

Citons enfin, pour mémoire, l'augmentation des tarifs de transports dans la Région parisienne, décidée malgré l'avis du Conseil général de Front populaire, et sans imposer de réforme de structure au métro et à la S.T.C.R.P...

Les autres « remèdes » proposés. « L'aménagement » des quarante heures.

Nous ne pouvons nous contenter des autres « réformes » qui nous sont proposées à titre de composition, et dont les seules importantes ont été à ce jour l'institution — encore à l'état de projet — du *bordereau des coupons* et la *reorganisation des chemins de fer*.

N'insistons pas, en effet, sur la portée de l'institution du *bordereau des coupons*, qualifiée de « plaisanterie » par André Philip, dans son intervention de Marseille. On en est encore d'ailleurs au stade des études. Nous avons dit aussi ce que nous pensons d'une réorganisation des chemins de fer, qui ne peut résoudre les problèmes essentiels qu'au détriment presque exclusif des usagers ou des contribuables.

On nous demande maintenant de faire le maximum d'efforts pour *augmenter la production* par « l'aménagement des quarante heures » ou « la rationalisation des entreprises ». Les Fédérations syndicales ont déjà apporté à ce sujet la réponse qui convenait. Il s'agit, en fait, d'une nouvelle phase de l'offensive capitaliste, et la volonté des trusts n'est pas douteuse : après avoir profité des hausses de salaires pour augmenter leurs profits, ils veulent mettre en cause l'existence même des lois ouvrières et sociales. On le verra bien lors du prochain renouvellement des contrats collectifs!

Bornons-nous à ce sujet à deux remarques.

Il faut éviter, en premier lieu, de laisser fausser le sens de la lutte qui s'engage. Il ne s'agit pas de rechercher si les quarante heures peuvent ou non être « digérées » par le capitalisme. Nous disons, en marxistes, que les réformes ne sont obtenues et consolidées que dans la lutte et non dans l'adaptation progressive du capitalisme lui-même. Certains développements plus ou moins « persuasifs », et tendant à prouver que le capitalisme peut s'adapter sans dommage aux quarante heures comme il s'est adapté aux huit heures, nous paraissent donc susceptibles de répandre à ce sujet de dangereuses illusions.

Il ne s'agit pas, en second lieu, de laisser cantonner la lutte sur le terrain réduit où les trusts voudraient nous enfermer, dans l'espoir de voir une partie des paysans et des classes moyennes se désintéresser d'un combat mené en apparence dans le seul intérêt de la classe ouvrière. On ne pourra sauver les quarante heures qu'en liant leur défense à l'offensive générale pour la socialisation des trusts, et en dressant ainsi la totalité de l'opinion publique contre le capitalisme industriel et bancaire.

Et s'il nous fallait, au surplus, rechercher dans quel esprit est comprise, du côté capitaliste, la « rationalisation des entreprises », mise, paraît-il, à la charge de celles-ci, nous nous bornerions à rapporter l'étonnante nouvelle qui suit. Les Houillères « acceptent »

bien, en effet, d'exécuter dans les mines les travaux neufs demandés pour augmenter la production... mais ces travaux seront payés à l'aide d'une hausse de 6 francs par tonne de houille, prélevée sur les consommateurs et acceptée le 2 septembre dernier par le Comité national de surveillance des prix!... Autrement dit, il n'est pas touché aux réserves des sociétés, loin de là! Et on voit combien les sacrifices demandés dans « l'intérêt supérieur du pays » vont être dans ces conditions, équitablement répartis!

Que devient donc notre « avenant » de Marseille? Serait-il un simple... alibi?

Il n'est plus aujourd'hui d'issue possible que dans une profonde réorganisation de notre économie donnant à la collectivité le contrôle des prix de base et de la production, du commerce extérieur et des transferts de capitaux.

Il faut donc en venir aux mesures immédiates proposées par le Congrès de Marseille, dans l'avenant au programme du Front populaire qui a été soumis à toutes les organisations ou partis alliés. Les perspectives économiques et financières sont suffisamment inquiétantes pour que notre Parti insiste avec vigueur pour l'application immédiate de cet *avenant*. Nous ne pouvons le considérer seulement comme un alibi commode, permettant de décharger notre responsabilité. Les événements déjoueraient vite ce calcul malhabile. Il faut exiger l'application des mesures proposées et pour cela obliger nos alliés à sortir d'un mutisme trop facile. Le Parti veut-il, oui ou non, se placer à l'avant-garde du Front populaire et en même temps tirer ce dernier de l'enlisement où il s'enfonce?

La même question pourrait être posée au sujet des réformes que la C.G.T. a proposées le 10 juillet dernier. Dans quel carton poussiéreux ce nouveau programme est-il enseveli? Pourquoi ne parle-t-on plus par exemple de certaine réforme du statut des com-

pagnies d'assurances, qui aurait pu soulager le marché des rentes sans l'intervention ruineuse du Fonds de soutien?

Il faut que le Parti agisse!

La récente chute du franc s'est produite au surplus dans un marché mondial extrêmement troublé. Wall-Street connaît une crise profonde, le cours moyen des soixante-dix valeurs industrielles les plus importantes y a baissé de 14 % en quelques mois, atteignant la valeur la plus faible constatée depuis un an et demi. On apporte à nouveau des restrictions sévères à la production du cuivre. On parle d'un krach retentissant à Londres, etc. Est-ce l'annonce d'une recrudescence de la crise mondiale, ou simplement comme le veut le *Temps*, une *crise mineure* de courte durée? Il est impossible de le dire. Toutefois, et même si le rapatriement partiel et temporaire d'une certaine quantité de capitaux français en est la conséquence, une crise de cette nature ne manquera pas d'affecter, à plus ou moins brève échéance, le marché français lui-même.

Notre Parti doit avoir dans ces conditions une claire vision de ces perspectives et de la politique qu'elles commandent. Le Front populaire ne peut plus continuer, sans donner au fascisme ses meilleures armes, d'appliquer une politique contraire, sur des points essentiels, à ce qu'il avait promis aux masses. Il faut encore une fois choisir entre la confiance des masses et la confiance de la Banque Lazard, et M. Bonnet doit savoir que notre Parti ne peut lui accorder plus longtemps sa caution.

Notre Parti doit aussi, d'un autre côté, empêcher que la lutte pour le sauvetage des réformes acquises ne se transforme, sous la direction des communistes, en une guérilla épuisante et désordonnée. Lions la lutte pour les revendications immédiates à l'offensive générale contre les trusts, conformément à la doctrine constante de notre Parti.

Georges SOULES.
de la C. A. P.

DANS L'ENGRENAGE

Si l'on nous avait dit, en juin 1936, que de concession en compromis, de recul en capitulation, le Front populaire aboutirait bientôt à une politique de déflation, d'armements, de vie chère et d'union sacrée, nous aurions tous refusé de le croire. Nous aurions refusé de croire que des Léon Blum, des Paul Faure, des Moutet, des Auriant, des Lebas pratiqueraient la politique qu'ils condamnaient si violemment lorsque le pouvoir était exercé par les Poincaré, les Tardieu, les Doumergue, les Flandin, les Laval.

Et cependant nous en sommes là, et ce n'est pas glorieux pour le Parti socialiste.

Néanmoins de nombreux camarades qui, en juin 1936, se seraient insurgés contre la perspective ci-dessus essayent de faire contre mauvaise fortune bon cœur; de se persuader que le Front populaire ne pouvait pas gouverner autrement; que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes; que les camarades ministres ont comblé toutes les espérances placées en eux par le Parti; que le bon peuple de mai 36 est content et satisfait; bref, que l'expérience Blum s'est exactement déroulée comme nous l'avions tous prévu et voulu. En bon français, si l'on peut dire, cela s'appelle de l'autobourrage de crânes. Et l'on comprend que ces camarades qui sont vraiment de bonne, d'excellente composition, soient partisans de la continuation de l'expérience Chautemps, telle qu'elle se développe sous nos yeux avec la collaboration, ou mieux la complicité des ministres socialistes.

Seulement, nous sommes quelques-uns — et nous faisons boule de neige — à ne pas vouloir tomber dans l'idolâtrie, à ne pas vouloir rester dans l'engrenage du gouvernement capitaliste, à voir l'idée au delà et au-dessus des hommes, à penser que le Parti socialiste n'a pas été

créé pour gérer, tant bien que mal, les affaires du capitalisme agonisant, ni pour fournir de l'oxygène réformiste à un régime qui reste pour nous l'ennemi; à dire que ni le socialisme, ni le prolétariat n'ont rien à gagner à une telle politique; et à crier que la tâche urgente est de regrouper, en dépit des chefs et des coteries, toutes les forces vraiment révolutionnaires.

Pour ma part, j'ai d'autant plus le droit de parler ce langage qu'en juin 36, j'ai fait pleine confiance à Léon Blum et aux camarades ministres, et que, jusqu'au bout, j'ai lutté pour garder ma confiance en des hommes qui par leurs actes s'acharnaient à la détruire. Le peuple de France demandait en juin 36 un Comité de Salut public: il n'eut qu'un cabinet de politiciens comme les autres. Ne cherchez pas ailleurs: c'est ce qui est la cause principale de l'échec du Front populaire devant le Mur d'argent. Et toutes les subtilités sur la différence qui sépare l'exercice du pouvoir en régime capitaliste de la conquête du pouvoir par le Parti socialiste n'empêcheront pas le Front populaire d'être une montagne accouchant d'une souris.

Les hommes n'ont pas été à la hauteur des circonstances: Blum en particulier nous est apparu sous les traits d'un Herriot du socialisme. Et ses ministres ressemblèrent à une équipe de paralytiques socialistes traînant une équipe d'aveugles radicaux. Les mânes des grands ancêtres de 93, de 48 et de 71 ont dû en frémir d'indignation.

Moralité: Pour abattre le Capitalisme il ne suffit pas de posséder une doctrine et une tactique révolutionnaires, il faut encore et surtout des chefs révolutionnaires.

Francis PICHON.
(Cantal).

LA MÉDITERRANÉE enjeu et terrain de la nouvelle guerre

Après être restée neutre quelques mois dans la guerre qui opposait les Alliés au bloc des Empires centraux, l'Italie finit par se ranger parmi les « défenseurs du droit et de la civilisation ». La presse vendue et les manuels d'histoire, dont le but connu est de bourrer les crânes, racontèrent qu'en déclarant la guerre à l'Autriche l'Italie accomplissait un « geste chevaleresque » de remerciement à la France qui avait contribué à la formation de son unité politique. La réalité est moins belle. C'est pour des raisons sordides et purement impérialistes que l'Italie se rangea aux côtés des Alliés. Le traité de Londres permettait à l'impérialisme italien de s'étendre dans trois directions, en Europe centrale et dans les Balkans d'abord après la désagrégation de l'empire austro-hongrois, vers l'Asie et ses champs pétrolifères non encore exploités, et enfin vers le cœur de l'Afrique.

Dans la grande curée qui suivit la guerre et qu'on appelle le traité de Versailles, l'Italie n'obtint pas ce qu'on lui avait promis. Elle dut se contenter du Tyrol et de l'Istrie; la Yougoslavie s'installa à sa place sur les rives de l'Adriatique. Si elle garda la Libye, elle fut chassée d'Asie à la suite de la vigoureuse offensive de Mustapha Kemal, et l'Angleterre préféra garder l'Irak pour elle. Finalement, l'Italie ne conserva que les îles du Dodécacanèse.

L'avènement de Mussolini redonne une vigueur accrue à la politique impérialiste. De 1922 à nos jours, l'Italie fasciste va diriger ses efforts vers l'une ou l'autre des voies d'expansion que nous avons énumérées plus haut.

En Europe centrale et balkanique, elle se heurtera soit à la France, protectrice de la Petite Entente, soit à l'Allemagne. En Afrique et en Asie, elle rencontrera l'Angleterre, qui défend la route des Indes et les pétroles de la Mésopotamie.

Toute la politique extérieure de l'Italie ne sera qu'un perpétuel jeu de bascule, où se manifesterait tour à tour son appui ou son hostilité à l'une des trois puissances qui s'opposent d'une manière ou d'une autre à ses visées impérialistes. Bien que le fascisme ait déclaré de tout temps la nécessité pour l'Italie de se tailler un empire colonial, cette revendication resta platonique jusqu'à la conquête de l'Ethiopie. Jusque là, ses efforts furent presque entièrement dirigés vers l'Europe centrale et les Balkans: mainmise sur l'Albanie, rapprochement avec la Hongrie, tractations avec le fascisme viennois du prince Stahremberg. En contre-partie, rapprochement avec l'Angleterre pour essayer de la conquérir à la thèse de la révision des traités.

Bien que l'Allemagne ait été, même avant Hitler, favorable à la révision du « *diktat* » de Versailles, les prétentions allemandes en Autriche et en Hongrie heurtaient directement l'Italie et empêchaient tout rapprochement.

« MARE NOSTRUM »

Dans un article de *Vigilance* (1^{er} juillet 1935), signé C. R., Carlo Rosselli a très bien montré que les échecs successifs de la politique mussolinienne en Europe, son impossibilité à s'en-

tendre avec Hitler sur la question autrichienne, devait précipiter l'Italie dans la guerre éthiopienne. Un terrible obstacle se dressait devant elle: l'Angleterre, maîtresse de la Méditerranée et du proche Orient. L'Angleterre est présente sur toutes les voies par lesquelles transitent les grandes matières premières; elle est accrochée aux échelles du Levant, marché des caravanes asiatiques qui, à travers l'Iran et la Mésopotamie, amènent la soie, le coton et la laine, marché où, par le grand pipe-line transpalestinien, vient maintenant se déverser le pétrole de l'Irak. Elle est braquée à Suez, qui voit passer le thé, le jute, le coton et les arachides des Indes, les étains et le caoutchouc de Malaisie. Par le Caire et la vallée du Nil, elle pénètre dans le cœur de l'Afrique pour mettre la main sur les ressources hydrauliques et établir la communication directe avec les forêts du Tanganyika et les mines du Transvaal. S'attaquer non seulement à l'Angleterre, mais encore à toutes les nations membres de la S.D.N., eut été une pure folie si, en février 1935, Mussolini n'avait réussi à s'acoquiner avec le gouvernement de Laval. Les accords de Rome donnaient carte blanche à l'Italie pour conquérir l'Ethiopie, moyennant des garanties hypothétiques en Europe. Les divergences entre les deux grandes puissances occidentales, l'attitude profasciste de Laval, ont permis à l'Italie d'écraser l'Ethiopie, en même temps qu'elle travaillait l'Arabie. La victoire africaine a non seulement consolidé le fascisme à l'intérieur, mais encore a permis la création de l'axe Rome-Berlin. Ne chassant plus sur les mêmes terres de l'Europe centrale, Hitler et Mussolini ont scellé leur accord dans une même revendication: « *Nous voulons des colonies et des matières premières.* »

L'AGRESSION CONTRE L'ESPAGNE

La première et sérieuse manifestation de l'accord italo-allemand s'est manifesté en Espagne. Une mainmise sur la péninsule par l'intermédiaire d'un quelconque général vendu comblerait les désirs des deux puissances fascistes dont le ravitaillement économique ou militaire est aujourd'hui encore très hasardeux.

On sait que l'Espagne dispose justement des métaux qui manquent à l'Allemagne: mercure, cuivre, zinc, manganèse, plomb, nickel. On sait aussi que les îles Canaries et le Maroc espagnol ont été, depuis le début du siècle, à peu près conquis par l'impérialisme allemand, pour des raisons aussi bien stratégiques qu'économiques. Il en est de même pour l'Italie, à qui l'occupation des Baléares et de la Catalogne donnerait une puissance militaire incomparable. Quant aux ressources du sol et du sous-sol espagnol, elles ne sont pas non plus à dédaigner pour l'Italie, dont la pauvreté en matières premières et par suite la dépendance politique et militaire sont mises en évidence dans le petit tableau suivant:

L'Italie achète:
le *charbon* à l'Allemagne, l'Angleterre, la Pologne;
le *pétrole* à la Roumanie, à l'U.R.S.S., aux U.S.A., à la Perse;

la *fer* à la France, aux U.S.A., à la Belgique;
le *caoutchouc* aux Indes Néerlandaises;
le *cuivre* au Chili, aux U.S.A. et à l'Afrique portugaise;
l'*étain* en Malaisie britannique;
le *nickel* au Canada, aux U.S.A., en Norvège, etc.

L'agression italo-allemande contre l'Espagne, tout en ayant été préméditée et concertée avec les généraux espagnols, n'a été au début de la guerre civile qu'extrêmement timide. Les deux puissances ont visiblement tâté le terrain avant de s'engager sérieusement. Il est donc absolument certain que si la République espagnole avait pu s'armer rapidement et remporter des succès décisifs dès le mois d'août, les Etats fascistes, dans l'incapacité de s'engager *immédiatement à fond*, eussent abandonné la partie jugée trop compromise.

C'est la politique de non-intervention, c'est-à-dire du blocus de l'Espagne républicaine, qui a autorisé tous les espoirs dans le camp fasciste. Et, là encore, les deux Etats ont constamment surestimé les possibilités de victoire du général Franco. Matériel et mercenaires ont été envoyés graduellement par quantités de plus en plus grandes, sous le masque du Comité Plymouth et grâce à la bonne volonté tacite de la France et de l'Angleterre.

En même temps que les armées italiennes et les techniciens allemands devenaient plus nombreux, la guerre présentait un caractère totalitaire de plus en plus marqué: destruction militairement inutile de Guernica, torpillage des navires marchands, même neutres, etc. Mais ce qui est déterminant dans le rapport des forces impérialistes, c'est l'accroissement formidable de la puissance militaire italienne en Méditerranée. Le simple examen d'une carte montre que toutes les bases navales anglaises et la plupart des bases françaises peuvent être facilement bombardées par les gros trimoteurs italiens. De plus, la flotte italienne intercepte virtuellement les deux grandes routes maritimes: la voie Gibraltar-Port-Saïd et la voie Marseille-Alger. Enfin, la multiplication des bases maritimes, depuis le Dodécacanèse sur les côtes d'Asie jusqu'à Cadix et Mlilla en Espagne fasciste, favorise grandement les manœuvres des forces navales italiennes.

LE QUADRILLE MÉDITERRANÉEN

Si on met à part la Russie, qui n'est pas une puissance méditerranéenne et dont les interventions inopinées ont surtout pour effet de jeter de l'huile sur le feu dans les relations des autres pays, la paix et la guerre se jouent sur un air de quadrille entre le bloc italo-germanique d'une part et le tandem franco-britannique d'autre part. Mais il serait péril de ne voir dans cette affaire que deux blocs homogènes qui s'affrontent. Le quadrille est bien plus subtil et chaque membre joue son rôle propre. C'est ainsi qu'Hitler, tout en approuvant Mussolini dans ses initiatives, n'est nullement engagé au même titre que lui dans la guerre espagnole. Hitler n'a jamais envoyé au moins publiquement des armées entières combattre dans la péninsule